



Versement

1487 W 1-107

Identification :

Intitulé/ Analyse : Contrôle des entreprises par la première section de l'Inspection du travail : dossiers de suivi.

Dates extrêmes : 1979-2003

Importance matérielle : 2,60

Contexte

Service producteur : Direction départementale du travail et de l'emploi, inspection du travail.

N° d'entrée du versement : 56084

Date d'entrée du versement : 05/05/2009

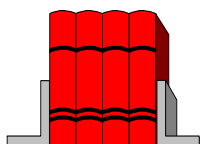
Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : 2047

Fin communicabilité : 2054

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : août 2009

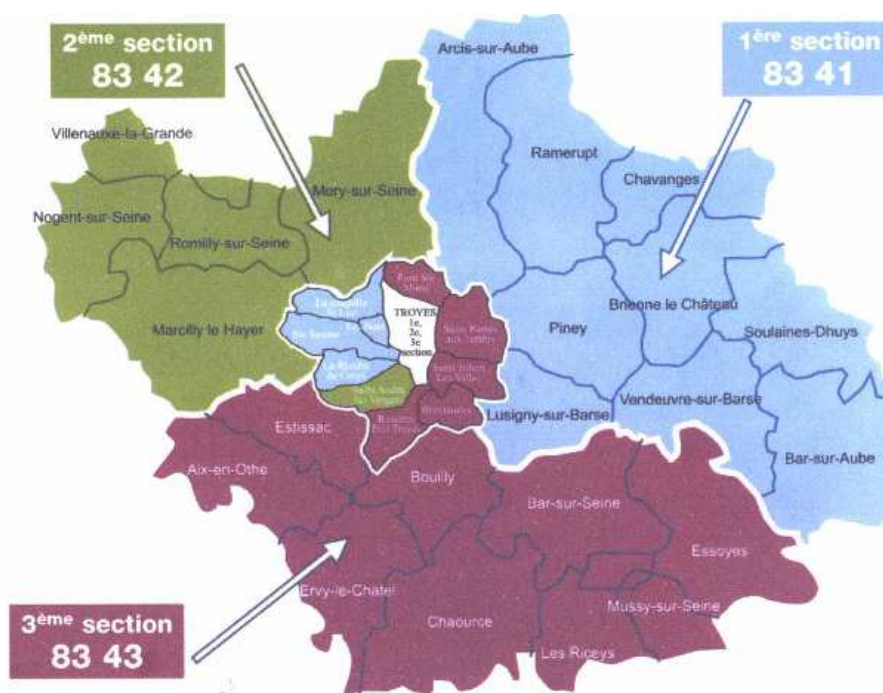


Présentation

Présentation du service producteur

La direction départementale de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle (DDTEFP) est un service déconcentré dépendant des ministères en charge du travail et de l'emploi. Elle veille au respect du droit du travail dans les entreprises, informe et conseille autour de ce droit et propose des aides pour favoriser l'emploi et la formation professionnelle. En outre, elle met en oeuvre une politique active de l'emploi en direction des entreprises et participe à l'insertion et à la formation professionnelle.

L'inspection du travail (IT), service versant, a été créée par la loi du 19 mai 1874. Elle constitue un corps de contrôleurs spécialisés, chargés du contrôle et de l'application de la réglementation du travail au sein des entreprises (établissements industriels, commerciaux et artisanaux). Les agents de contrôle de cette administration sont répartis en trois sections d'inspection selon le découpage géographique suivant :



L'IT poursuit également ses missions en informant et conseillant les employeurs et les salariés. Elle diffuse enfin au niveau de l'administration centrale les informations locales relatives à la situation et aux conditions de l'emploi (études, statistiques).

Présentation du contenu du versement

Intérêt du versement

Ce versement contient les dossiers des entreprises suivis par la première section de l'inspection du travail. Ceux-ci peuvent contenir, selon les cas, des procès-verbaux et comptes-rendus divers (élections aux institutions représentatives du personnel, assemblées

générales, commission de contrôle, etc.), des dossiers de licenciement de salariés protégés, des dossiers de personnels, de recours hiérarchiques, d'accidents du travail, des rapports annuels du CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), des rapports médicaux, des plans et bilans sociaux, des accords d'entreprise, etc.

Mode(s) de classement adopté(s)

A partir de 2000, les dossiers des entreprises sont classés par année de fermeture ou de liquidation judiciaire.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 pose comme principe le droit de toute personne à l'information (article 1) et par conséquent, le droit d'obtenir communication des documents détenus par une administration sous réserve que leur consultation ne porte pas atteinte à l'un des secrets protégés par la loi.

Le législateur définit des « secrets absolus » (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 15 juillet 2008 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008 en vertu des articles 17 et 18.

La loi Archives n° 2008-696 instaure le principe de la libre communicabilité des archives publiques à toute personne, et révisé les délais spéciaux. Les délais spéciaux sont désormais (suivant le contenu du document) :

- de 25, 50 et 75 ans à compter de la date du document ; le délai de 100 ans tel que le fixait la Loi Archives n° 79-18 étant toujours applicable dans le cas de dossiers ou d'actes mettant en cause des mineurs.

- de 100 et 120 ans à compter de la date de naissance de la personne ou de 25 ans à compter de la date de décès de la personne.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

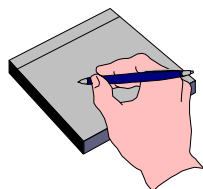
Conditions d'accès au fonds

Le délai de communicabilité est de 50 ans à compter de la date extrême la plus récente du dossier.



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1-107	Dossiers de suivi des entreprises.	1979-2003



Annexes

Liste des sigles

CHSCT : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

IRP : Institutions représentatives du personnel (comités d'entreprise, délégués du personnel, délégués syndicaux).

1487 W 1-107

Inspection du travail, 1ère section.- Contrôle du respect de la législation sur le travail : dossiers individuels de suivi des entreprises.

1979-2003

1487 W 1 - 4	BENETTON, La Chapelle-Saint-Luc.	1984 - 2000
1487 W 1	Horaires, amiante, accident de travail, observations, négociations, élections aux institutions représentatives du personnel, C.H.S.C.T.	1984 - 2000
1487 W 2	Chômage partiel, contrats à durée déterminée, licenciements.	1990 - 2000
1487 W 3 - 4	<i>Plans sociaux.</i>	1998 - 2000
1487 W 3	1998.	1998 - 1998
1487 W 4	1999-2000.	1999 - 2000
1487 W 5	CASTORAMA, Barberey-Saint-Sulpice : élections aux institutions représentatives du personnel, horaires, observations, négociations, C.H.S.C.T., licenciement de salariés protégés, rapport annuel.	1989 - 2000
1487 W 6	CENTRE CHIRURGICAL ET OBSTETRICAL, Bar-sur-Aube : observations, élections aux institutions représentatives du personnel, licenciement de salariés protégés, C.H.S.C.T., négociations.	1983 - 2000
1487 W 7 - 8	FORGES DE CLAIRVAUX, Bayel.	1983 - 1996
1487 W 7	Règlement intérieur, élections aux institutions représentatives du personnel, C.H.S.C.T.	1983 - 1996
1487 W 8	Licenciement de salariés protégés, redressement judiciaire.	1983 - 1996
1487 W 9	SOCIETE DES LAMINOIRS DE CLAIRVAUX, Forges Saint-Bernard : observations, accident du travail, maladie professionnelle, C.H.S.C.T., élections aux institutions représentatives du personnel, négociations, liquidation judiciaire.	1996 - 2002
1487 W 10	S.E.T. (société d'exploitation de tricotage), puis DORE-DORE, Troyes : élections aux institutions représentatives du personnel, négociations, observations, C.H.S.C.T., chômage partiel, plan social.	1983 - 2003
1487 W 11	TIVOLY, Bar-sur-Aube : élections aux institutions représentatives du personnel, négociations, C.H.S.C.T., projet de réorganisation, licenciements.	1979 - 2003
1487 W 12 - 13	VALEO, Sainte-Savine.	1983 - 2003

1487 W 12	Elections aux institutions représentatives du personnel, C.H.S.C.T., négociations, observations.	1983 - 2003
1487 W 13	Licenciements, plan de sauvegarde de l'emploi.	1983 - 2003
1487 W 14 - 15	WELL, Arcis-sur-Aube.	1979 - 1999
1487 W 14	Elections aux institutions représentatives du personnel, observations, C.H.S.C.T., négociations.	1979 - 1999
1487 W 15	Plan social, licenciements.	1979 - 1999
1487 W 16 - 17	C.T.M. (Courtaulds Troyes Manufacture), Arcis-sur-Aube.	2000 - 2002
1487 W 16	Elections aux institutions représentatives du personnel, observations, C.H.S.C.T., négociations.	2000 - 2002
1487 W 17	Plan social, licenciements.	2000 - 2002
1487 W 18 - 38	Etablissements de moins de 50 salariés fermés ou en liquidation judiciaire en 2000 (classement alphabétique par lieu puis par nom d'entreprise).	2000 - 2000
1487 W 18 - 19	Arcis-sur-Aube.	2000 - 2000
1487 W 18	L'EPI D'OR.	2000 - 2000
1487 W 19	R.R.U. (réalisations routières urbaines).	2000 - 2000
1487 W 20	Bayel, CHAVINEAU Hervé.	2000 - 2000
1487 W 21 - 23	Brienne-le-Château.	2000 - 2000
1487 W 21	CAFE DES CHATS.	2000 - 2000
1487 W 22	DENIS Bernard.	2000 - 2000
1487 W 23	MAILLARD ET FILS.	2000 - 2000
1487 W 24 - 27	La Chapelle-Saint-Luc.	2000 - 2000
1487 W 24	AVENIR ALUMINIUM.	2000 - 2000
1487 W 25	KUHN.	2000 - 2000
1487 W 26	LA PERLA / PER LA LANA.	2000 - 2000
1487 W 27	NOURI SERVICES.	2000 - 2000

1487 W 28	Courteranges, ART MODELAGE.	2000 - 2000
1487 W 29	Mergey, S.R.E.E. (société régionale d'équipement électrique).	2000 - 2000
1487 W 30 - 31	<i>Les Noës-près-Troyes.</i>	2000 - 2000
1487 W 30	PLOMBERIE DES NOES.	2000 - 2000
1487 W 31	PRESTIGE AUTOS.	2000 - 2000
1487 W 32	Saint-Lyé, FLEURS ET TRADITIONS.	2000 - 2000
1487 W 33	Sainte-Maure, CAPRISTO.	2000 - 2000
1487 W 34	Sainte-Savine, MARTIN Sylvie.	2000 - 2000
1487 W 35 - 38	<i>Troyes.</i>	
1487 W 35	BAZAR JEAN JAURES.	2000 - 2000
1487 W 36	EYE TECH.	2000 - 2000
1487 W 37	NGUYEN.	2000 - 2000
1487 W 38	VIBATI.	2000 - 2000
1487 W 39	S.I.E.M. (société industrielle d'ennoblissement de la maille), La Chapelle-Saint-Luc : observations, négociations, élections aux institutions représentatives du personnel, plan de mise en conformité, licenciements.	1996 – 2000
1487 W 40 - 72	Etablissements de moins de 50 salariés fermés ou en liquidation judiciaire en 2001 (classement alphabétique par lieu).	2001 - 2001
1487 W 40	Arcis-sur-Aube, CAFE DU COMMERCE.	2001 - 2001
1487 W 41	Barberey-Saint-Sulpice, MARCA.	2001 - 2001
1487 W 42	Bayel, BURGONDE Stéphane.	2001 - 2001
1487 W 43	Bouranton, THOMAS Gilles.	2001 - 2001
1487 W 44 - 50	<i>La Chapelle-Saint-Luc.</i>	2001 - 2001
1487 W 44	ALL BUSINESS.	2001 - 2001
1487 W 45	AU BON PAIN D'OR.	2001 - 2001
1487 W 46	C.C.A.S.P.	2001 - 2001

1487 W 47	DANIELLE CONFECTION.	2001 - 2001
1487 W 48	EUROFACON.	2001 - 2001
1487 W 49	RETIF.	2001 - 2001
1487 W 50	STYL' AUTO.	2001 - 2001
1487 W 51	Clérey, LE BUZET.	2001 - 2001
1487 W 52	Creney, LE RELAIS D'ANGELO.	2001 - 2001
1487 W 53	Montaulin, DIANNE Arnaud.	2001 - 2001
1487 W 54	Spoy, RIBEIRO Monique.	2001 - 2001
1487 W 55 - 59	<i>Sainte-Savine.</i>	2001 - 2001
1487 W 55	EDITIONS SELENIA.	2001 - 2001
1487 W 56	AUBE PIECES AUTO.	2001 - 2001
1487 W 57	LOC IN.	2001 - 2001
1487 W 58	POWER TRENDS.	2001 - 2001
1487 W 59	TRICOTAGES DE L'AUBE.	2001 - 2001
1487 W 60 - 71	<i>Troyes.</i>	2001 - 2001
1487 W 60	AUTO ECOLE CONDUITE B.	2001 - 2001
1487 W 61	COOX THOMAS.	2001 - 2001
1487 W 62	ATOUT / ESCAPADES.	2001 - 2001
1487 W 63	LA GALTOUZE / FAGUELIN Guy.	2001 - 2001
1487 W 64	IDECONFORT.	2001 - 2001
1487 W 65	SALON NATURE.	2001 - 2001
1487 W 66	OFELYS.	2001 - 2001
1487 W 67	PETIT BOUT D'AMERIQUE LATINE.	2001 - 2001
1487 W 68	PUNTO BLANCO.	2001 - 2001

1487 W 69	SALON YVETTE.	2001 - 2001
1487 W 70	GARAGE DE VAILLY.	2001 - 2001
1487 W 71	MONTAGE AUBOIS.	2001 – 2001
1487 W 72	Villechétif, GUBLIN Liliane.	2001 – 2001
1487 W 73 - 107 judiciaire en année 2002.	Etablissements de moins de 50 salariés fermés ou en liquidation	2002 - 2002
1487 W 73 - 74	<i>Arcis-sur-Aube.</i>	2002 - 2002
1487 W 73	HOTEL DU CHÂTEAU / Maria BARAYON.	2002 - 2002
1487 W 74	HIKSON.	2002 - 2002
1487 W 75 - 77	<i>Bar-sur-Aube.</i>	2002 - 2002
1487 W 75	MECA SERVICE.	2002 - 2002
1487 W 76	S.A.U.R. (société d'aménagement urbain et rural) / CISE.	2002 - 2002
1487 W 77	RENOVATION CONSEILS.	2002 - 2002
1487 W 78 - 79	<i>Barberey-Saint-Sulpice.</i>	2002 - 2002
1487 W 78	FERREIRA CARRELAGES.	2002 - 2002
1487 W 79	FLAGERBA DECOUPE.	2002 - 2002
1487 W 80 - 81	<i>Brévonnes.</i>	2002 - 2002
1487 W 80	GHYSELS Alain.	2002 - 2002
1487 W 81	QUALI'FLAMME.	2002 - 2002
1487 W 82 - 83	<i>Brienne-le-Château.</i>	2002 - 2002
1487 W 82	PIZZERIA MICHEL ANGE.	2002 - 2002
1487 W 83	NET IMPEC.	2002 - 2002
1487 W 84 - 88	<i>La Chapelle-Saint-Luc.</i>	2002 - 2002
1487 W 84	AB TEXTILES.	2002 - 2002

1487 W 85	CASH CONVECTERS.	2002 - 2002
1487 W 86	ESPACE CONFECTION.	2002 - 2002
1487 W 87	ISOGARD / C.R.P.I. (centre régional de protection incendie).	2002 - 2002
1487 W 88	S.I.M.A. 3 (société d'intervention et de maintenance auboise).	2002 - 2002
1487 W 89	Clérey, SAVRIM.	2002 - 2002
1487 W 90	Dosches, FABRICATION TEXTILES TROYENS.	2002 - 2002
1487 W 91	Epothémont, LOPEZ Francis.	2002 - 2002
1487 W 92	Longchamp-sur-Aujon, DEHLINGER René.	2002 - 2002
1487 W 93	Mailly-le-Camp, FOURNIER TP.	2002 - 2002
1487 W 94 - 95	<i>Les Noës-près-Troyes.</i>	2002 - 2002
1487 W 94	CEDELLE Jean-François.	2002 - 2002
1487 W 95	VAN.	2002 - 2002
1487 W 96 - 98	<i>Sainte-Savine.</i>	2002 - 2002
1487 W 96	G.P.B.A. (groupement des boulangers et pâtisseries de l'Aube).	2002 - 2002
1487 W 97	ACCB / SEVP AUTO ACHAT.	2002 - 2002
1487 W 98	EVATEX.	2002 - 2002
1487 W 99 - 102	<i>Troyes.</i>	2002 - 2002
1487 W 99	ADIEU DEPANNAGES ENTRETIEN.	2002 - 2002
1487 W 100	LA BELLE EPOQUE.	2002 - 2002
1487 W 101	CO.JU.FI. (société d'avocats).	2002 - 2002
1487 W 102	SOCIETE DE QUALIFICATION DES VIANDES "QUALIVI".	2002 - 2002
1487 W 103	Torvilliers, 3 T.M. (textile machines).	2002 - 2002
1487 W 104	Vendeuvre-sur-Barse, STEPH DISTRIBUTION.	2002 - 2002
1487 W 105 - 107	<i>La Chapelle-Saint-Luc.</i>	2002 - 2002

1487 W 105	A.G.E.S. (association de gestion des établissements sociaux) repris par le centre municipal d'action sociale de La Chapelle Saint-Luc.	2002 - 2002
1487 W 106	OREV.	2002 - 2002
1487 W 107	TECHNI MAINTENANCE.	2002 - 2002